

Halte à la pauvreté et à l'exclusion sociale !

Plus de 80 millions de personnes dans l'Union européenne (UE) vivent sous le seuil de pauvreté (seuil fixé à 60% du revenu médian de leur pays). Cela représente 16% de la population européenne. Un européen sur dix vit au sein d'un ménage où personne ne travaille.

Pour autant, le travail ne prémunit pas toujours contre le risque de pauvreté car le taux des travailleurs pauvres atteint 8%. Dans la plupart des Etats membres, les enfants sont davantage exposés à ce fléau que le reste de la population. En effet, 19% d'entre eux sont menacés de pauvreté, soit 19 millions d'enfants.

La pauvreté est donc un mal profondément ancré dans l'UE. La crise a encore aggravé la situation. D'après une enquête d'Eurobaromètre (octobre 2009), les citoyens de l'UE sont très conscients du phénomène de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Près des trois quarts pensent que la pauvreté dans leur pays est très répandue. Plus de 80% sont d'avis que la pauvreté s'est accrue au cours des trois dernières années. C'est un véritable constat d'échec si on veut bien se

rappeler que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE réunis à Lisbonne en mars 2000, après avoir affirmé que l'ampleur de la pauvreté et de l'exclusion sociale était inacceptable, ont invité les Etats membres et la Commission à prendre des mesures pour « donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté ». Les résultats de l'enquête d'Eurobaromètre (28 août-17 septembre 2009) sonnent comme un rappel : 89% des européens disent que leur gouvernement doit agir de toute urgence pour remédier à la pauvreté et 74% pensent que le rôle de l'UE dans la lutte contre la pauvreté est important.

Aussi, la décision du Parlement et du Conseil des ministres sur proposition de la Commission de proclamer l'année 2010 « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » tombe à pic. Quatre grands objectifs dominent cette campagne :

■ **Reconnaître le droit fondamental** des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à vivre dans la dignité et à participer activement à la société ;

■ **Agir en faveur d'une plus grande responsabilité** collective et individuelle dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et inciter tous les acteurs publics et privés à s'engager en ce sens ;



■ **Concourir à une société plus solidaire**, compte tenu des avantages que comporte, pour tous, une société sans pauvreté ;

■ **Inciter l'UE et ses Etats membres** à prendre des mesures concrètes pour confirmer leur engagement à combattre la pauvreté et l'exclusion sociale.

■ **Lors du lancement de cette initiative**, le 21 janvier dernier à Madrid, le président de la Commission, Mr Barroso, a déclaré : « La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale fait partie intégrante des solutions de sortie de crise. Ce sont trop souvent les personnes vulnérables qui finissent par être les plus durement touchées par les effets d'une récession » avant d'ajouter que l'édification d'une société favorisant l'inclusion est « située au cœur même de la future stratégie UE 2020 ».

Tout cela est très bien mais il y a longtemps que la Confédération européenne des syndicats (CES) avec l'ensemble de ses affiliés dont l'UNSA, tirent la sonnette d'alarme

sans être entendus. L'Europe sociale est à la traîne et cela n'est pas le fruit du hasard mais le résultat d'une politique d'inspiration néolibérale qui accroît les inégalités, qui précarise le travail, qui sape les protections sociales. La Commission et les gouvernements européens portent une lourde responsabilité. Si la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit être la priorité absolue comme le dit le commissaire européen chargé de l'emploi, le moment est venu, pour nous, de fixer des objectifs chiffrés qui seraient contraignants comme on le fait dans d'autres domaines. La méthode reposant sur la bonne volonté des Etats membres de l'UE a montré ses limites. Le prochain Conseil européen va être un test de la volonté politique de ces derniers.

■ **Une nouvelle fois, l'UNSA revendique** un changement de cap de la politique européenne. Elle approuve cette année européenne et dit haut et fort « Halte à la pauvreté et à l'exclusion sociale ! ». ■